

Numéro 656 - mai 2025

Courrier de l'UD 14

<https://www.facebook.com/udcgt14/>
<ps://www.calvados.cgt.fr>

Déposé le :
22/05/2025
à distribuer avant le :
27/05/2025

CAEN PIC

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

5 juin Toutes et tous mobilisés

Agenda

5 juin

Journée nationale de grèves et de manifestations
retraites, salaires, emploi

17 juin

Assemblée Générale IHS Calvados

19 juin

Journée nationale d'action des syndicats APAEI

19 juin

Congrès de l'UL d'Hérouville St Clair

20 juin

Barbecue de l'UL de Bayeux

25 et 26 juin

36^{ème} congrès de l'UD à Mondeville



Imprimé par nos soins

Directeur Publication : Jean Jacques Morel Poirier

N° commission paritaire : 1127-S 06277 - N° ISSN : 2496-5065

Le Courrier de l'UD 14, 8, Rue du colonel Rémy 14000 Caen

Téléphone : 02.31.83.68.25 Mail UD CGT 14 : ud14@cgt.fr

Site internet : <https://calvados.cgt.fr>

Pour écrire au journal : courrier.ud1404@orange.fr



5 JUIN 2025



EN GRÈVE ET EN MANIFESTATION POUR NOS RETRAITES, NOS EMPLOIS ET NOS SALAIRES

RETRAITES, SALAIRES, EMPLOI : MÊME COMBAT !

La retraite par répartition c'est solide et solidaire : chaque euro cotisé finance immédiatement les pensions. Des salaires + élevés, c'est + de cotisations pour la sécurité sociale, donc de meilleures retraites, mieux financées.

Augmenter les salaires et gagner l'égalité salariale femmes-hommes, ce n'est pas seulement juste, c'est aussi le moyen fiable et efficace de garantir l'avenir de notre système solidaire par répartition.

Le salaire net c'est pour le mois, le salaire brut ça donne des droits. À l'inverse, les exonérations de cotisations sociales, la pression sur les bas salaires et le recours massif aux primes non cotisées affaiblissent le financement de nos retraites. Les salarié-es payent 2 fois : moins de cotisations, c'est de moins bonnes pensions.

Augmenter les salaires, c'est mieux répartir les richesses. En 2024, les dividendes versés aux actionnaires ont battu des records. Une part de ces profits doit revenir à celles et ceux qui produisent la richesse : les travailleur-ses. C'est pourquoi la CGT exige le maintien des 10 % d'abattement sur les retraites et l'indexation des pensions sur les salaires.

Salaires - retraites : ce n'est pas l'un ou l'autre, c'est l'un pour l'autre. Augmenter les salaires, sécuriser l'emploi, remettre à plat les exonérations de cotisations : ce sont des moyens pour revenir à une retraite à 62 ans maintenant, puis le retour à 60 ans. Le patronat et le gouvernement refusent d'entendre les propositions CGT pour préserver les profits de quelques-uns. Dans plusieurs entreprises des augmentations de salaires ont été obtenues par la grève. Nous pouvons gagner des mesures de financement et l'abrogation des 64 ans en nous mobilisant !

Le 5 juin, il y a une double utilité à se mobiliser :

=> Dans la rue, pour gagner l'abrogation de la réforme des retraites : **64 ans c'est non !**

=> Dans son entreprise et son service pour revendiquer et gagner des avancées sur les **salaires et les conditions de travail**

**Grèves, débrayages :
on fait pression pour nos revendications !**

GAGNER L'ABROGATION DE LA REFORME

Nous avons été des millions en grève et en manifestation en 2023 contre le recul de l'âge de départ à la retraite à 64 ans, imposé par 49-3. Le gouvernement est fragile, le 5 juin il y aura enfin un vote à l'Assemblée. Il faut respecter la démocratie : près de 70 % de la population soutien l'abrogation. Aux députés de se prononcer, maintenant.

MAINTENIR L'EMPLOI ET L'AVENIR DE L'INDUSTRIE

Avec la CGT, la mobilisation des salarié-es de la Fonderie de Bretagne a permis de sauver les emplois et l'outil industriel. Mais, 300 plans de suppressions d'emplois sont toujours en cours. Face à l'urgence, la CGT exige un moratoire pour stopper en urgence les licenciements et le contrôle des aides publiques versées aux entreprises.

COMBATTRE L'AUSTERITÉ, DÉFENDRE LES SERVICES PUBLICS

Au nom de l'austérité, les hôpitaux ferment, les transports publics saturent, l'école publique est sacrifiée pour financer les aides publiques aux entreprises et les cadeaux fiscaux aux plus fortunés. Le 5 décembre dernier, grâce à la mobilisation des agent-es de la fonction publique, le gouvernement a dû reculer, notamment sur les 3 jours de carence.

Face aux nouvelles attaques contre les agent-es des services publics, la mobilisation se poursuit pour rétablir la prise en charge maladie à 100% et gagner la hausse du point d'indice, la GIPA et la titularisation des emplois précaires.

5 JUIN 2025

10H30 PLACE SAINT PIERRE À CAEN

La CGT Calvados à l'offensive : pour que le monde du travail relève enfin la tête !

EDITO

Allan BERTU
Secrétaire Général
Union Départementale
CGT du Calvados



Tandis que le président MACRON s'enfoncé dans sa tour d'ivoire, jouant les VRP d'un monde en ruines sur les plateaux de TF1, les travailleuses et les travailleurs, eux, n'ont jamais cessé de voir clair dans le jeu : cadeaux fiscaux aux entreprises, coupes budgétaires, réforme des retraites, hôpitaux asphyxiés, salaires gelés et services publics sacrifiés sur l'autel du CAC 40. Et pendant qu'il distribue les milliards aux multinationales, il tape sur celles et ceux qui font tourner le pays, tentant d'opposer les Français entre eux, stigmatisant les fonctionnaires, criminalisant les grévistes.

Mais il s'est heurté à plus fort que lui. Sur ce plateau télévisé, Sophie BINET a renvoyé la copie du monarque à la poubelle : claire, combative, sans langue de bois. Elle a posé les vraies questions : les retraites, les salaires, les licenciements industriels, les milliards d'exonérations sans contrepartie. Et face à elle, MACRON n'avait que des pirouettes de communicant. La CGT, elle, portait le réel, la dignité, la force du collectif. Et ça, ça change tout !

Nous ne sommes pas dans une crise passagère. Nous sommes face à un projet de société. Un projet qui écrase l'humain au profit de la finance, qui détruit la solidarité au nom de la rentabilité, qui militarise les budgets tout en paupérisant les familles.

Et que dire des menaces sur la Sécurité sociale, de la casse de l'industrie, de la précarisation de nos jeunes, des plans sociaux qui s'empilent – Bosch, Inteva, Vencorex, Batimétal – pendant que les dividendes explosent ?

Dans ce contexte, les échéances syndicales qui s'annoncent ne sont pas symboliques. Elles sont **stratégiques**. Le 5 juin, journée intersyndicale, doit être un raz-de-marée rouge. Il s'agit de frapper fort, d'unir nos forces, de porter le monde du travail dans la rue et dans l'hémicycle, pour exiger le vote de la proposition de loi abrogeant la réforme des retraites. Ce jour-là, le peuple peut imposer ce que le gouvernement nous refuse : **la justice sociale**.

Mais attention, camarades, la colère seule, ne suffit pas. Encore faut-il la transformer en organisation. C'est tout l'enjeu pour notre UD. Il faut structurer, ancrer, relier les luttes. Car dans le Calvados, on lutte : dans le médico-social, dans le commerce, chez les cheminots, dans l'aide à domicile. Regardez à Condé-sur-Noireau : les travailleuses de l'ADAR se dressent, relèvent la tête, s'organisent. Et nous devons être là, avec elles, visibles, présents, solidaires, politiques.

Notre force, c'est l'unité. Celle qui s'est exprimée haut et fort le 1er mai, dans les rues de Caen, de Lisieux, de Vire, de Condé, de Falaise et de Bayeux. Celle qui refuse la précarité, l'exploitation, l'extrême-droite, la guerre et le capital. Celle qui exige le respect, la réindustrialisation, le blocage des prix, la relance des services publics, la paix et la solidarité internationale.

Et cette unité doit aussi se construire dans nos structures. Oui, notre vie syndicale est perfectible. Trop de remontées tardives, pas assez de coordination. Certains syndicats et structures traînent encore pour s'inscrire et participer au Congrès de l'UD ! **Ce n'est pas sérieux**.

Ce Congrès est notre moment. Celui où l'on débat, où l'on tranche, où l'on rêve aussi. Il est temps de remettre l'outil syndical entre les mains de celles et ceux qui en ont besoin : les travailleuses et travailleurs. Et cela demande de la rigueur, de la discussion, du courage collectif.

Nous ne voulons pas d'une CGT figée, repliée, institutionnelle. Nous voulons une CGT debout, offensive, construite sur le terrain, qui fait vivre la grève et la solidarité. Une CGT qui s'adresse à toutes et tous : précaires, jeunes, intérimaires, sans-papiers, retraités. Une CGT qui fait peur aux puissants et donne de la force à celles et ceux qui en manquent.

Alors camarades, oui, le 5 juin, on ne lâche rien. On s'organise, on construit, on converge. Et on se prépare à gagner.

Parce que le monde du travail n'a pas besoin de charité. Il exige la justice.

À bientôt dans la rue, dans les AG, dans les luttes, à votre 36^{ème} congrès !



Le 1er mai

En ce 1er mai, journée internationale de lutte des travailleuses et des travailleurs, nous sommes rassemblés à Caen, comme partout dans le monde, pour dire haut et fort : **l'humain et le travail pour toutes et tous avant la finance !**

Le 1er mai n'est ni une fête du travail, ni une carte postale de printemps pour les gouvernements successifs. **C'est la journée de la lutte des classes, de celles et ceux qui produisent les richesses et refusent de se laisser piétiner par le capital.**

Une colère légitime, une force collective.

Nous voyons depuis des mois les prix flamber pendant que les salaires stagnent, nous voyons nos retraités s'enfoncer dans la pauvreté et l'isolement, nous voyons les jeunes galérer pour se nourrir, se loger

Nous voyons le mépris d'un gouvernement qui préfère la guerre à nos services publics et nos écoles, qui préfère les milliardaires à l'immense majorité de la population. Les travailleuses et les travailleurs crèvent sous les loyers, les factures, les cadences, pendant qu'on gave les actionnaires.

On nous parle d'austérité, de rigueur, de réformes nécessaires, d'un budget 2026 à 60 milliards d'économies...

Mais qui trinque ? Toujours les mêmes. Et pendant ce temps, le CAC 40 bat tous des records !

Alors oui, notre colère est juste, notre révolte est légitime !

Aujourd'hui, nous sommes unis. Unis face aux attaques contre nos conquits sociaux. Unis face à la casse des services publics, unis contre la précarité et l'exploitation, unis contre la guerre, unis pour l'abrogation de l'injuste réforme des retraites qui a porté l'âge de départ à 64 ans. **64 ans c'est toujours non !**

Notre intersyndicale ne fera pas de compromis sur le progrès social ! Nous portons une autre vision de la société : celle de l'émancipation, de la solidarité, de la justice, du partage des richesses !

Et cette vision ne peut être dissociée de la paix.

Car il ne peut y avoir de justice sociale sans justice internationale. Nous dénonçons la guerre, toutes les guerres, qui ne servent que les marchands d'armes et les puissants.

Nous voulons la paix entre les peuples. La paix, ce n'est pas le silence des armes au profit des multinationales, c'est la solidarité, la coopération, le respect de la souveraineté et des droits humains.

Tout le contraire de la volonté politique antisociale et conservatrice du de l'extrême-droite, qui derrière les cravates de Bardella, se fend de saluts nazis dans les rues de Caen.

Nos organisations syndicales ne se résigneront jamais au pire, jamais ! L'extrême droite, c'est l'enni des travailleuses et travailleurs de ce pays, de cette planète !

Camarades, collègues, amis, travailleuses, travailleurs, chômeurs, retraités, jeunes, précaires...nos revendications sont claires !

- Augmentation générale des salaires, pensions et minima sociaux
- Blocage des prix des biens de première nécessité



- Abrogation de la réforme des retraites
- Développement massif des services publics, partout, pour toutes et tous
- La réindustrialisation de notre territoire
- Des mesures concrètes contre toutes les formes de précarité
- Une politique étrangère fondée sur la paix, la diplomatie et la solidarité internationale !

Et dans nos entreprises, nos services, nos ateliers, nos bureaux... Partout où nous sommes, nous devons nous organiser ! Parce que nous savons que rien ne se gagne sans lutte, rien ne se gagne sans mouvement social !

Ce 1er mai est une étape, pas un aboutissement. Demain, dans nos boîtes, dans les grèves comme les cheminots dès le 5, dans les mobilisations, c'est là que ça se joue. **Et nous serons là. Déterminé-es. Organisé-es. Ensemble.**

Pour conclure,

Il ne suffit pas d'être en colère. Il faut transformer cette colère en force ! En mobilisations locales et nationales, grèves en reconquête sociale !

Le monde du travail ne demande pas la charité. Il exige le respect, la dignité et la justice !

Alors oui, en ce 1er mai, de Caen à Marseille, de Paris à Tokyo, de Gaza à Santiago, le monde du travail se lève.

Et tant qu'il y aura des injustices, des inégalités, des dominations, nous serons là. Avec vous. Pour gagner !

Vive le 1er mai de lutte ! Vive la paix ! Manifestons toutes et tous ensemble !

Prise de parole pour l'intersyndicale par **Allan Bertu**
SG Union Départementale CGT du Calvados



Le 8 mai

Extraits de la prise de parole du Secrétaire Général de l'UD Calvados



Nous sommes réunis aujourd'hui, dans la solennité de cette journée historique, pour rendre hommage à celles et ceux qui, par leur courage, leur dévouement, leur sacrifice, ont offert à la France sa liberté retrouvée.

Le 8 mai 1945, l'Allemagne nazie capitulait. La guerre prenait fin sur notre continent, après six années d'atrocités et d'horreurs. Mais cette victoire ne fut ni simple, ni facile. Elle fut le fruit d'un combat acharné, souvent mené dans l'ombre, par des femmes et des hommes qui refusèrent l'asservissement.

Parmi eux, nombreux furent les syndicalistes, les communistes, les socialistes, les gaullistes, femmes et hommes de paix, juif, chrétien, indigènes ...

Ils choisirent la lutte plutôt que la soumission. L'honneur plutôt que la honte. L'espérance plutôt que la peur.

Dès 1940, à l'appel de la CGT, les premiers actes de résistance s'organisent.

Dans le Calvados, les cheminots de Caen sabotent les convois destinés à soutenir l'effort de guerre allemand, les plus emblématiques étant ceux d'Airan au printemps 1942, en réponse à l'assassinat de Semard et qui, je le rappelle, a fait l'objet d'un film produit par notre Institut d'Histoire Sociale CGT.

Les ouvriers métallos de Lisieux, dans l'ombre, ralentissent la production, organisent la solidarité avec les familles persécutées.

Les postiers de Bayeux interceptent les messages de l'ennemi, transmettent l'espoir à Londres. Et des noms s'élèvent de la mémoire normande : Marcel Murette, fusillé à Caen ; Simone Boulanger, institutrice et syndicaliste ; Jean Lehaut, imprimeur de l'écrit clandestin, Gisèle Guillemot, Lucien Sampaix, Michel Farré. Ils étaient syndicalistes. Ils étaient patriotes. Ils étaient résistants. Tels les ouvriers de la SMN, habitants de Blainville, Maurice HEBERT, 32 ans et Albert CATHERINE, 33 ans, fusillés dès le 10 décembre 1941 pour diffusion de tracts. À leurs côtés, d'autres compagnons de lutte, d'autres sensibilités politiques, mais la même soif de liberté.

La Résistance n'était pas seulement un refus.

Elle était aussi un espoir. L'espérance d'un monde plus juste, plus fraternel, plus humain.

De ces espoirs est né le Programme du Conseil National de la Résistance : sécurité sociale pour tous dont nous fêtons les 80 ans, nationalisations, droit syndical renforcé, accès pour tous à l'éducation, droit au travail.

Ces conquêtes sociales ne sont pas tombées du ciel. Elles sont le fruit du sacrifice de la Résistance, et de la volonté des organisations syndicales et politiques progressistes d'ériger enfin un rempart contre l'injustice.

Aujourd'hui, alors que nous rendons hommage à nos glorieux anciens, nous avons un devoir impérieux : celui de la vigilance. Nous assistons, dans notre pays, en Europe, dans le monde, à une montée inquiétante des idées d'exclusion, de haine, de division.

L'extrême droite, qui fut hier le complice du pire, relève la tête, masquée, mais toujours animée des mêmes relents de xénophobie, d'autoritarisme, d'antisémitisme.

N'oublions jamais : Vichy, c'était l'extrême droite au pouvoir. Vichy, c'était la collaboration, les déportations, la répression féroce contre les syndicalistes, les communistes, les résistants. Nous ne devons pas laisser l'histoire bégayer. Nous ne devons pas trahir la mémoire de celles et ceux qui, en 1945, firent jaillir la lumière sur les ténèbres.

Au pied de ce mémorial, nous affirmons avec force : nous combattons avec force l'antisémitisme, d'où qu'il vienne. Nous combattons aussi le racisme contre nos compatriotes musulmans, comme toutes les formes de haine envers les minorités.

Nous sommes universalistes, internationalistes et profondément attachés à la laïcité. Une laïcité authentique, héritée des Lumières et des combats sociaux, qui protège et émancipe, qui fait société, qui doit faire la France. Les églises chez elle et l'Etat chez lui, comme l'a rappelé Victor Hugo.

Nous refusons toute instrumentalisation de la laïcité contre une religion ou une communauté. Nous devons faire vivre celle qu'exprime le grand Jaurès : celle qui unit, celle qui libère, celle qui fait grandir.

Alors, en ce 8 mai 2025, que notre hommage ne soit pas seulement fait de mots, mais d'actes. Que nous soyons, à notre tour, les gardiens intransigeants de ces valeurs pour lesquelles tant d'hommes et de femmes donnèrent leur vie. Résister, hier comme aujourd'hui, c'est lutter contre toutes les formes d'injustice, d'oppression, d'intolérance.



Dépôt de gerbes et recueillement devant la stèle de l'Avenue GUYNEMER où sont apposés les noms des 62 fusillés durant la seconde guerre mondiale.

36^{ème} congrès



**25 et 26
juin
2025**

Mondeville

Pour l'occasion, l'Union Départementale a mis en place une adresse mail UNIQUE :

36congres@cgt14.fr

Sur cette adresse, vous pouvez envoyer ou demander des documents, envoyer vos fiches d'inscriptions, vos fiches de candidatures, vos amendements ...

Règles de participation

Le nombre de délégués est calculé en fonction des FNI réglés en 2024 et reversés à COGETISE, au plus tard au 30 avril 2025.

1 FNI = 1 SYNDIQUE

Pour composer leur délégation, les syndicats sont invités à tenir compte de la proportion femmes/hommes, actifs / retraités de leurs adhérents .

Les règles pour les votes

Pour l'élection de la nouvelle commission exécutive et de la commission financière et de contrôle, les syndicats et les bases votent **par mandat à bulletin secret**.

Le nombre de voix par mandat est calculé selon cette règle

1 voix pour 10 cotisations

Tous les autres votes, s'effectuent à main levée. Pour chaque scrutin, toutes les déléguées et tous les délégués inscrits au congrès peuvent prendre part au vote. Chacun est alors porteur d'une voix.

DERNIERS RAPPELS

Conformément à ses statuts, l'Union Départementale des syndicats CGT du Calvados a, par décision de sa Commission Exécutive, décidé d'organiser un congrès les 25 et 26 juin prochain à Mondeville.

Cette instance souveraine de l'Union Départementale, devra faire le point sur l'application de l'orientation et des décisions prises au congrès de 2022 et adoptera, au travers de ses résolutions, l'orientation et les objectifs de son activité, jusqu'au Prochain Congrès .

Le N° 653 du Courrier de l'UD 14, journal exclusivement consacré au prochain congrès a dû parvenir à l'ensemble de nos structures.

Au-delà de l'ordre du jour, ce journal rappelle l'ensemble des règles statutaires régissant l'organisation du congrès.

S'il ne vous est pas parvenu, n'hésitez pas à demander un envoi dématérialisé sur l'adresse indiquée ci-contre !



Pour calculer votre nombre de délégués référez-vous à ce tableau

Nombre de syndiqués	Délégué de droit	Délégués supplémentaires	Nombre total de délégués
De 1 à 10	1	0	1
De 11 à 20	1	1	2
De 21 à 50	1	2	3
De 51 à 100	1	3	4
De 101 à 200	1	4	5
De 201 à 300	1	5	6
De 301 à 400	1	6	7
Plus de 400	1	7	8

Sont prises en compte les cotisations 2024 réglées à COGETISE à la date du 30 avril 2025.

dates limite à respecter !

Le 10 juin 2025 :

Les Propositions d'amendements sur les orientations.
Les fiches de candidature pour la CE ou la CFC

Fiches d'inscriptions :

Afin de pouvoir gérer de la manière la plus efficace possible toute la partie logistique inhérente à l'organisation du congrès, il est souhaitable de retourner, dans les meilleurs délais, les fiches d'inscriptions accompagnées du règlement des frais de congrès, qui pour rappel s'élèvent à 15€ par jour et par personne.



Fiche inscriptions et règlement frais de congrès

30€ par congressiste pour 2 jours
15€ par congressiste pour 1 jour

Syndicat/Union Locale/base.....

Adresse :

- Nom.....Prénom.....Restrictions alimentaires.....

Nombre de participants sur 2 jours	<input type="text"/>	X30 €	<input type="text"/>
Nombre de participants 25/06	<input type="text"/>	X15 €	<input type="text"/>
Nombre de participants 26/06	<input type="text"/>	X15 €	<input type="text"/>
TOTAL A REGLER			<input type="text"/>

Je souhaite avoir un reçu

Chèque de règlement à libeller à l'ordre de UD CGT 14 et à envoyer à l'attention de :
Sandrine FOSSE , UD CGT Calvados, 8 rue du colonel Rémy, 14000 Caen

Un arbre symbolique !



A l'initiative du syndicat CGT ISB France et de sa section syndicale retraités SAVARE, la Mairie de Caen a accepté de planter un pin de Norvège pour commémorer la vie ouvrière sur la presqu'île de Caen à l'endroit même où se trouvait l'entreprise.

Solidarité interprofessionnelle !

L'ADAR (association d'aide à domicile) de Condé-sur-Noireau est aujourd'hui au cœur d'une crise préoccupante.

Les conditions de travail des salariés se dégradent à un rythme alarmant : surcharge, précarité, gestion autoritaire, absence de dialogue social. Les salariées sont à bout. Les salariés sont en grève chaque jeudi depuis le 20 mars 2025

Les salariés sur place avec l'Union Locale de Condé ont initié des démarches syndicales courageuses : constitution d'une section CGT, interpellation de la direction, sollicitation de l'Inspection du travail, de la Mairie de Condé, de l'interco et du Conseil Départemental

Il y a là un enjeu de dignité pour ces travailleuses de l'ombre. Malgré des salaires très bas, elles luttent de façon exemplaire !

Soutenez-les !

Le 19 juin, le médico-social mobilisé !

Alors que le secteur est au bord de l'implosion, l'UNAPEI (L'Union nationale des associations de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis) organise à Caen, 3 jours de réunions sur le « grand âge et le handicap » avec au programme des visites touristiques et une belle soirée dansante...

Le quotidien des salarié.es du secteur est bien loin de ressembler à ce programme !

40% de perte de pouvoir d'achat en 25 ans ! Un tassement des grilles et la smicardisation des salaires ! Des modèles technocratiques de gestion, au détriment de fondamentaux sectoriels reposant sur des valeurs humaines. Une perte de sens du travail et une fuite sans précédent de professionnels de tous services (éducatif, technique, administratif).

Des Conditions de travail dégradées avec un Turn-over important et un sous-effectif chronique ! Des ratios d'accompagnement bien en dessous des besoins et des personnels non qualifiés !

« Le Bois du Nord SAVARE » fut créé en 1858 par Louis SAVARE. Ses deux fils étant décédés au front lors de la 1ère guerre mondiale, il vendit son entreprise à la famille KRAG, famille norvégienne qui en fut propriétaire pendant environ 90 ans.

L'entreprise « Le Bois du Nord SAVARE » occupera une bonne partie de la presqu'île jusqu'en 1988 où elle déménagea sur Moul.

Le syndicat CGT, crée en 1969, a réuni d'anciens salariés de l'entreprise pour une inauguration « non officielle » vendredi 25 avril dernier.

Une plaque rappelant l'histoire de l'entreprise est en cours de réalisation et le syndicat souhaite que sa pose auprès de l'arbre soit l'occasion d'une inauguration officielle afin de laisser aux générations futures la mémoire ouvrière de ce lieu maintenant verdoyant.

Merci à Jean Louis KOZIK et Gérard HARDY



Une caisse de grève solidaire est donc mise en place.

Pour y participer :



Réforme des diplômes. Tarification à l'acte du secteur pour préparer l'uberisation et la mise en concurrence avec des sociétés, groupes, au modèle lucratif. Mise en place d'une Convention Collective Unique Etendue qui, autorise des semaines de 48 heures, supprime des congés d'ancienneté et diminue le nombre de congés annuels supplémentaires. Véritable volonté de casser le système de protection sociale tel qu'il existe.

C'est pour dénoncer toute cette souffrance que l'ensemble des salarié.es du secteur sont invités à profiter de la Journée nationale de mobilisation de l'Action Sociale, le 19 juin 2025 pour se mobiliser devant le Parc des Expositions de CAEN.



Assemblée Générale de l'IHS CGT du Calvados

Mardi 17 Juin 2025,
14h00

salle Pierre Semard

L'ensemble des structures adhérentes et les individuels y sont invités

La CGT a sa lecture de l'histoire.

Se rappeler que l'histoire est aussi faite par le monde du travail. Nous n'en sommes pas que des témoins mais des acteurs !

L'Institut d'Histoire Sociale du Calvados se veut être un support et un espace pour favoriser la réflexion et l'échange.



**IL EST IMPORTANT POUR LA VIE DE
L'INSTITUT QUE VOUS ADHÉRIEZ !**

**LA FORCE DE CETTE ASSOCIATION, CE
SONT SES ADHÉRENTS !**

RAPPEL : Les montants de la cotisation annuelle retenus par le conseil d'administration sont :

15 € pour une adhésion individuelle

60€ minimum pour une structure (un syndicat, une UL, UD, association ...)

Bulletin d'adhésion individuelle (15€)



NOM : PRENOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL : VILLE :

TEL : MAIL :

ACTIF/VE RETRAITE.E ADHERENT.E CGT OUI NON

Si OUI, NOM DE LA STRUCTURE :

Bulletin d'adhésion d'une structure (60€ minimum)



NOM DE LA STRUCTURE

ADRESSE :

CODE POSTAL : VILLE :

TEL : MAIL :

REGLEMENT : Chèque ou espèces à l'ordre de : IHS CGT 14
à adresser à : UD CGT 14 - IHS 8 rue du colonel Rémy 14000 CAEN

H pour Histoire

Quand la petite histoire rejoint la grande !



Bernadette

HENRY
(suite)

Elle ne comptait pas les kilomètres à cette époque, pas d'autoroute, les trajets étaient longs, pour communiquer le téléphone et le fax nettement moins pratiques que l'internet d'aujourd'hui.

Elle fut une aide très précieuse pour moi, quand j'ai accepté de devenir secrétaire général du syndicat de la Manche au côté de Guy GIOUX, secrétaire à l'"orga", devenue "vie syndicale".

Lorsque Bernadette était candidate à l'élection au Conseil d'Administration de France-Télécom, pour la fédération CGT des PTT, pendant la campagne électorale, les heures d'infos se tenaient avec une présence conséquente d'agents des services techniques ou administratifs. La volonté d'un service public était la boussole pour construire un réseau de communication dans l'intérêt commun, avec des emplois et des salaires au niveau des exigences.

Pendant son mandat au CA de France-Télécom et même après, nous savions que nous pouvions compter sur Bernadette pour porter avec fermeté les valeurs de la CGT et ses propositions face aux directions.

Familièrement, nous l'appelions la "Reine - mère". Elle nous aidait dans notre quotidien, toujours un mot d'encouragement. Certes, les droits syndicaux avaient progressé après 1981 et cela facilitait la tâche, mais dans la ruche du syndicalisme normand, Bernadette était notre Reine, elle aimait les échanges humains pour construire un monde plus juste.

C'est une militante qui a beaucoup compté pour moi dans mes années de militantisme. Cette appréciation se poursuit même à la retraite.

Jacqueline LÉONARD

- Secrétaire confédérale, 1982 – 1999
- Membre du Bureau de l'UCR,
- Présidente de la Fédération nationale LSR

Ensemble à l'U.C.R., on s'est très vite appréciées comme camarades et rapprochées comme amies. Je me souviens d'une femme modeste, chaleureuse, naturellement humaine et forte dans ses idées et convictions, profondément attachée comme moi, à la CGT.

Très estimée et respectée dans son département, elle l'était aussi au plan national, et même européen à la Confédération Européenne des Syndicats, où elle représentait la CGT dans une commission pour les droits des Femmes.

Nous partagions des moments privilégiés d'échanges directs et francs, très complices et enrichissants sur la situation sociale et politique, sur les événements, l'activité et la vie syndicale en général. Parfois avec les mêmes critiques, mais toujours solidement ancrées dans les valeurs et l'intérêt syndical.

Trois nouveaux témoignages

Jean-Louis DELAUNE

- Secrétaire de la section syndicale Poste de Cherbourg (1978 - 1985)
- Secrétaire général du Syndicat départemental CGT - FAPT de la Manche 1988 – 2008
- Secrétaire de la section des Retraités depuis 2017

J'étais jeune militant lorsque Bernadette est devenue secrétaire régionale. Facteur à Cherbourg, j'étais au bureau départemental. Précédemment, j'avais connu un autre militant de la Région PTT de Normandie, Max Valentin. Il était ancien secrétaire général du syndicat des PTT de Seine-Maritime.

Avec Max et Jean Nagat (secrétaire départemental), il fallait filer droit ou plutôt à gauche, quand des questionnements venaient sur l'actualité ou sur les difficultés dans le service. Il ne fallait pas mollir, le combat de classe était bien présent et le doute n'avait pas sa place. Même s'ils avaient raison, parfois cela pouvait décourager.

Dès son arrivée, comme secrétaire régionale après François Briand, parti très rapidement à la Région inter-pro, Bernadette donne confiance à de très nombreux militants du département. Alors que les équipes militantes étaient très masculines, que se soit à la Poste ou aux Télécoms, Bernadette a permis à de très nombreuses camarades de prendre leur place dans le syndicalisme que nous développons, particulièrement en construisant des sections syndicales. Par exemple, au moment de la création des agences commerciales des Télécoms, la tendance militante aurait pu vite glisser vers l'idée qu'il s'agit de services chargés de la vente, contraire à la notion de service public, donc on laisse de côté. Bernadette veillait au grain, par ses connaissances, son argumentation, sa ténacité à défendre les agents quels que soient leurs statuts, leurs lieux de travail. Bernadette mettait en confiance, pas un mot plus haut que l'autre mais un travail permanent, une présence régulière pour aider au fonctionnement du syndicat.

Consciente de ses responsabilités et dotée de réelles qualités d'organisation, elle avait contribué activement au bon déroulement du Congrès confédéral de Strasbourg en 1999.

J'ai mieux connu Bernadette et l'UD du Calvados lors d'une campagne prud'homale, et carrément "sur le terrain" au cours d'une coopération confédérale de 2 ou 3 ans dans ce département. Elle m'a présenté son complice et camarade Louis, qui logeait avec elle dans un petit bureau. J'ai vite compris qu'ils n'avaient pas de secret l'un pour l'autre, leur fidèle et longue amitié était visiblement très forte et réciproque.

Plus âgée que moi, elle s'intéressait tout particulièrement aux jeunes militants, femmes et garçons, attentive à leurs qualités et leurs potentialités d'avenir. Elle n'hésitait pas à les encourager, les conseiller et les soutenir dans leur engagement.

Ce fut le cas pour Thierry Le Paon que j'avais découvert comme délégué à Moulinex, puis Secrétaire général de l'UD, devenu ensuite Secrétaire Général de la Confédération, et dont j'ai gardé un bon souvenir.

Étant moi-même Présidente de la Fédération Loisirs et Solidarité des Retraités, je sais qu'elle en valorisait le contenu culturel et convivial, au sein de cette association dont elle était adhérente. Alors qu'elle était déjà malade, elle avait reçu une délégation de l'UCR dans sa petite longère de Normandie. Peu de temps après, nous l'avons accompagnée lors de ses obsèques.

J'ai eu l'honneur de lui rendre hommage lors d'une cérémonie émouvante organisée par l'UD, en présence de tous ceux et celles qui l'ont bien connue et regrettée. Une salle de l'UD allait porter son nom.

Aujourd'hui, je garde le souvenir d'une personnalité attachante et méritante qui aura marqué la vie de la CGT et la mienne.

Maryse DUMAS

- Secrétaire générale de la fédération CGT des PTT de 1988 à 1997
- Secrétaire confédérale de la CGT de 1995 à 2009



Confiance : c'est le premier mot qui me vient à l'esprit quand je pense à Bernadette HENRY. Confiance dans la pertinence de ses jugements et appréciations, confiance dans sa capacité à penser par elle-même et à exprimer sincèrement ses opinions. Jamais d'agressivité inutile dans les propos de Bernadette mais une honnêteté profonde, un grand respect de l'organisation et du collectif.

Elle avait une grande capacité à exprimer de façon simple et directe ce qu'elle pensait sans jamais être ni blessante ni

surplombante. Pour la jeune dirigeante que j'étais, se reposer sur quelqu'un comme Bernadette était un atout puissant, précisément parce que je pouvais faire confiance à la sincérité de ses propos et à la fiabilité de son jugement liée à sa grande expérience militante.

Bernadette a pris son temps avant de se syndiquer, 12 ans entre son entrée aux PTT et son adhésion à la CGT. Mais une fois que cela a été fait, elle s'est engagée pleinement avec une sensibilité particulière à la revendication, notamment celle de la durée du travail et de l'organisation du temps de travail.

Militant dans un milieu très majoritairement féminin, elle a été reconnue par le collectif militant CGT-PTT, à l'époque très majoritairement masculin. Celui-ci lui a confié la responsabilité de secrétaire générale du syndicat départemental du Calvados dès 1975 et jusqu'en 1983, date à laquelle elle est devenue secrétaire de l'Union Régionale de Basse-Normandie.

C'est un parcours unique pour une militante de l'époque. Militant aussi bien au plan professionnel qu'au plan interprofessionnel, dans les commissions féminines de la CGT et dans les structures dites "générales", elle a occupé des responsabilités très diverses, souvent de premier plan et ce quasiment jusqu'à la fin de sa vie.

C'est révélateur à la fois de la force de ses convictions, mais aussi de l'aura dont elle bénéficiait dans l'organisation qui faisait que quand il y avait besoin de quelqu'un de confiance et d'envergure, c'était vers elle qu'on se tournait. C'est ce qui s'est passé en 1990. La réforme Rocard-Quilès contre laquelle la fédération s'était battue de toutes ses forces se mettant en place, la fédération a fait le choix de présenter des candidates et candidats dès les premières élections aux Conseils d'administration de la Poste et de France Télécom pour continuer, dans ces instances, à mener le combat du service public et de la défense des intérêts des salariés. Nous avions besoin de camarades de confiance et d'expérience pour relever le défi. C'est tout naturellement que nous nous sommes tournés notamment vers Bernadette et d'autres camarades, bien sûr. Comme toujours, elle a accepté avec simplicité, volonté de se mettre à la hauteur de cet enjeu tout à fait nouveau et volonté aussi de ne pas décoller d'une pratique militante de terrain, ce qu'elle a réussi tout au long de son mandat.

Pour toutes et tous les camarades qui l'ont connue, elle laisse le souvenir d'une militante chaleureuse, accessible, disponible.

Pour la CGT, elle laisse la trace d'un militantisme féminin et de classe qui a su ouvrir la voie pour que des militantes toujours plus nombreuses exercent des responsabilités à tous les niveaux de la CGT.

Merci à François BRIAND

Retraité FAPT

d'avoir recueilli tous ces témoignages

D'autres témoignages dans notre prochain numéro

Si vous étiez abonné vous l'auriez déjà!

A défaut, vous pouvez toujours le commander !

130 ANS CGT L'AVENIR EST À NOUS! NUMÉRO #13 - PRINTEMPS 2025



LA CASQUETTE CGT



Commandez sur nvoboutique.fr